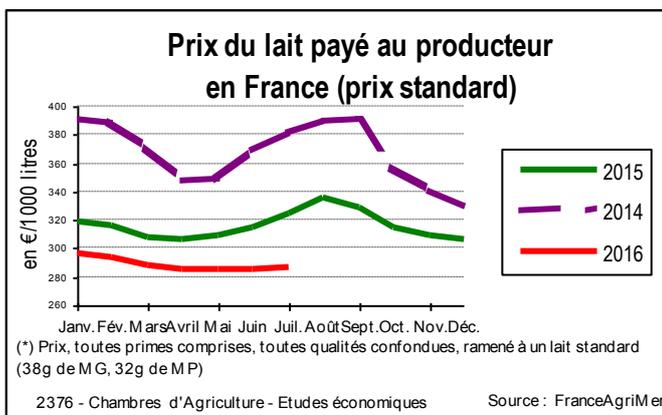


Malgré un début de ralentissement de la collecte européenne et un léger rebond des prix mondiaux des produits laitiers depuis début septembre, la crise du secteur laitier se poursuit en 2016 et le bout du tunnel semble encore bien lointain. La mise en place d'un plan de réduction de la collecte européenne aura un impact certainement trop tardif pour soulager des éleveurs dans une situation financière extrêmement précaire. Au milieu de ce marasme, les conversions vers l'agriculture biologique semblent être une bouée de sauvetage encore bien fragile pour soutenir la filière.

France — Lait

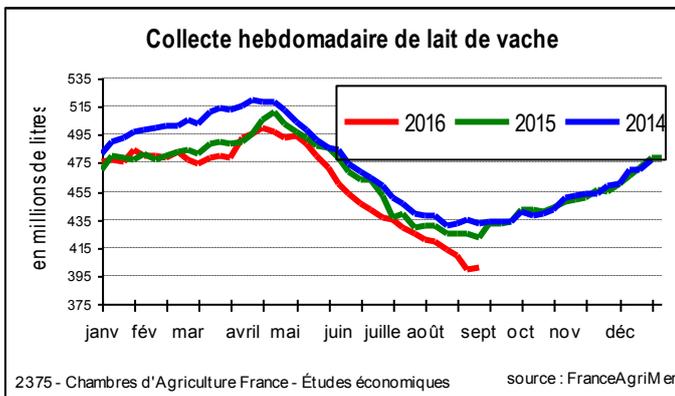
Vers la fin du cycle baissier ?



Après 2 ans de baisse du prix du lait, la situation financière des exploitations laitières est particulièrement préoccupante. La moisson catastrophique de 2016 accentue un peu plus la dégradation de la trésorerie des entreprises dans les régions de polyculture élevage. Avec 8 % de baisse en 2016, le prix moyen se situe à 24 % en dessous de celui de 2014. La baisse est encore plus marquée en Allemagne où le prix moyen est inférieur de 63 € / 1000 litres au prix français. La baisse de la collecte en cours et le rebond des cotations des produits laitiers laissent espérer une amélioration du prix du lait en fin d'année et plus sûrement en 2017.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

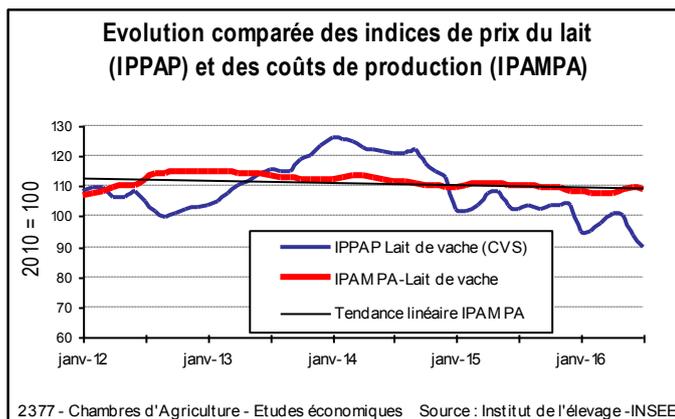
Recul de la collecte en France et en Europe



Cumulée depuis le début de l'année, la collecte française est en septembre en recul de 1,7 % par rapport à l'année passée. La baisse est enclenchée depuis le mois de mars avec une accélération de la tendance depuis le début de l'été. Le plan de soutien instauré par la Commission devrait confirmer le recul de la collecte. Le potentiel de production ne semble pas pour autant affecté avec une hausse des entrées en lactation des génisses et des réformes de vaches plus nombreuses qui traduisent un rajeunissement du troupeau.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Hausse du prix des charges (engrais, lubrifiants et aliments achetés)



La baisse tendancielle (et légère) de l'IPAMPA a été stoppée au début du printemps 2016. Depuis l'indice est reparti à la hausse, tiré par les prix des engrais et lubrifiants (+5,1 points) et des aliments achetés (+6,5 points). La baisse de 11 points sur les engrais et amendements ne compense pas la hausse généralisée des autres charges. L'évolution du prix du lait semble assez déconnectée de celle des charges mobilisées pour sa production.

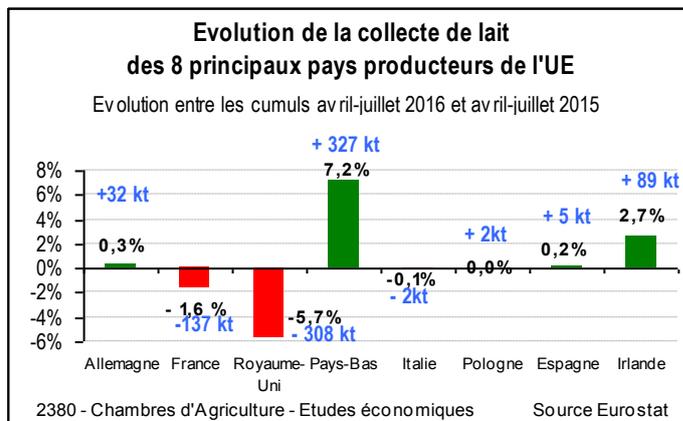
Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

EUROPE – Lait & Produits laitiers

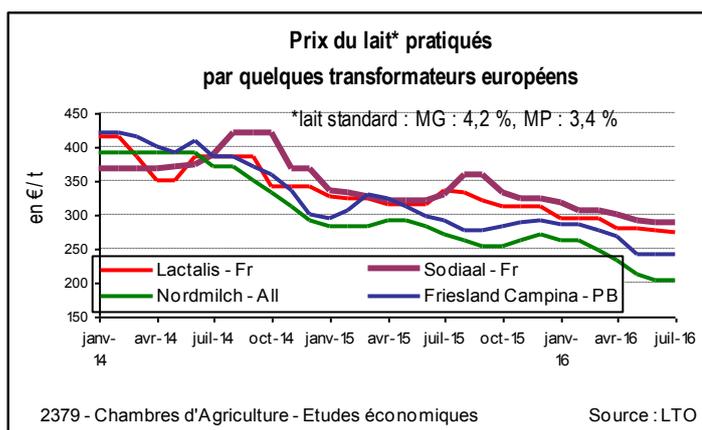
Ralentissement de la collecte européenne

Au 2nd trimestre 2016, la collecte européenne ne croît plus que de +0,5 % en comparaison au même trimestre de 2015, contre +7 % au 1^{er} trimestre. Elle recule sous son niveau de 2015 depuis le mois de juin. En juillet, les livraisons déclinent notamment en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, les trois premiers producteurs européens, mais aussi en Italie ou encore en Pologne. Ce recul s'accompagne d'une forme de décapitalisation plus ou moins marquée du cheptel laitier : la baisse de la collecte devrait se poursuivre dans les mois à venir. A l'inverse, les Pays-Bas, l'Irlande, mais aussi la République tchèque enregistrent encore une hausse significative des livraisons de lait. Le plan européen de réduction de la production pourrait contribuer au repli de la collecte attendu au 4^{ème} trimestre. Cependant, il sera probablement utilisé en grande partie pour financer des baisses de production qui auraient eu lieu même en son absence.

Contact : Maud MARGUET (CA Ille-et-Vilaine)



Des prix du lait historiquement faibles



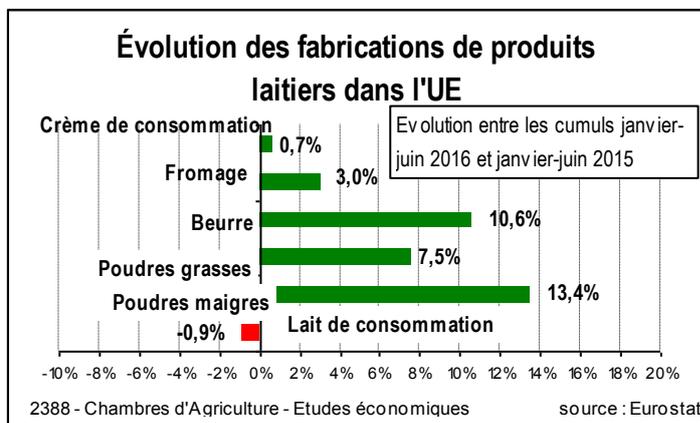
Le repli des prix payés aux producteurs se poursuit. Le prix moyen européen pondéré par la production s'établit à 292 €/t au 1^{er} trimestre 2016, en baisse de 8 % en comparaison à un an plus tôt. Il chute à 265 € au 2nd trimestre, en baisse de 14 %. Ce repli se constate partout en Europe mais apparaît finalement plus modéré en France. Ainsi, le prix moyen français atteint 287 € en août 2016, contre 223 € en Irlande, 234 € en Allemagne et 250 € aux Pays-Bas. Ces bas niveaux de prix, inférieurs à ceux constatés au moment de la crise de 2009, incitent de nombreux éleveurs à produire au moindre coût voire à diminuer leurs livraisons. Ainsi, ils limitent au maximum les achats d'aliments. Compte tenu des importants effectifs de génisses amouillantes, ils en profitent aussi pour rajeunir les troupeaux et réformer les vaches les moins productives.

Contact : Maud MARGUET (CA Ille-et-Vilaine)

Nouvelle hausse des fabrications de poudres maigres et de beurre

Au 1^{er} semestre 2016, les fabrications de poudres maigres et de beurre canalisent à nouveau une proportion importante du surplus de collecte. Les transformateurs profitent d'un courant dynamique à l'exportation en beurre et des possibilités de stockage public en poudres. Ainsi cet été, la Commission européenne a décidé le prolongement de son dispositif d'intervention publique et le triplement de son plafond porté à 350 ktonnes de poudres maigres. Les opérateurs en profitent pour y placer une partie de leurs importants stocks privés. Le retour à l'équilibre ne pourrait s'envisager qu'à condition d'une réduction des fabrications – possible selon les experts – de 8 % en 2017. La situation s'assainit en beurre grâce à la demande plus vigoureuse et à la hausse des cours constatée depuis mai. En fromage également, des exportations et une consommation domestique dynamiques se traduisent par un développement de la production.

Contact : Maud MARGUET (CA Ille-et-Vilaine)



MONDE — Lait & Produits laitiers

La production mondiale de lait ne ralentit toujours pas

Les dernières prévisions de production mondiale de lait de l'USDA montrent que celle-ci devrait à nouveau progresser de 2 % en 2016, malgré des dynamiques de collecte très hétérogènes dans les principaux bassins de production mondiaux. L'Argentine et l'Australie voient leur collecte diminuée respectivement de 14 % et de 1 %. Le phénomène climatique El Nino a provoqué d'importantes inondations en Argentine, alors que le bassin australien a fait face à un intense phénomène de sécheresse. De plus, les élevages des deux pays sont confrontés à une augmentation du coût de l'aliment (dévaluation du peso, déficit de céréales locales avec les aléas climatiques) associée à des prix payés au producteur bas, ce qui a conduit à une décapitalisation des cheptels. La Nouvelle-Zélande connaît aussi une baisse de production, le recul des prix ayant entraîné une restructuration des élevages et un accroissement des abatages. Ainsi, la collecte est annoncée en diminution de 2 % pour 2016. Au contraire, la collecte européenne continue de progresser à hauteur de 6 % sur le cumul des 6 premiers mois de l'année par rapport à 2015. Les prix bas et les prochaines mesures de réduction de la collecte commencent à faire effet en Allemagne et en France, mais la collecte continue de

Tableau 1 : Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux en millions de tonnes

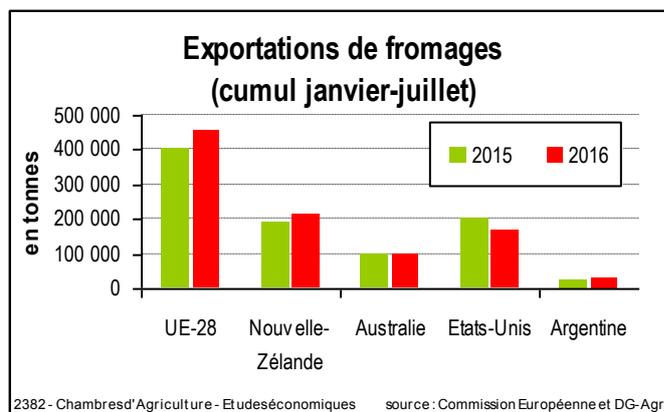
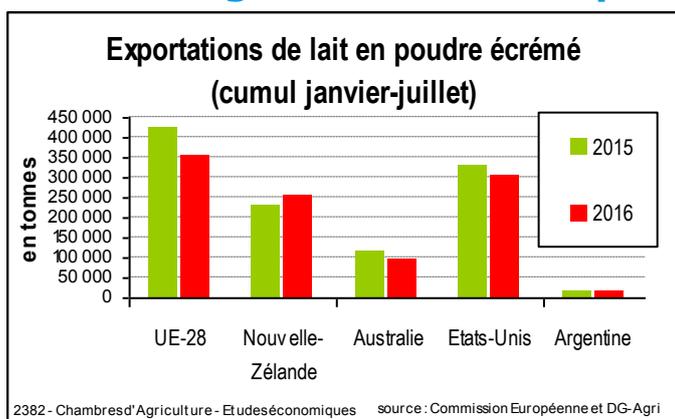
Pays	2014	2015 (prov.)	2016 (prév.)	Evolution 2014/2015 (%)	Evolution 2015/2016 (%)
UE-28	146,5	149,6	151,6	2,1%	1,3%
Etats-Unis	93,5	94,6	96,3	1,2%	1,8%
Nouvelle-Zélande	21,9	21,6	21,1	-1,4%	-2,3%
Argentine	11,3	11,6	10	2,7%	-13,8%
Australie	9,7	9,8	9,7	1%	-1%

Source : USDA

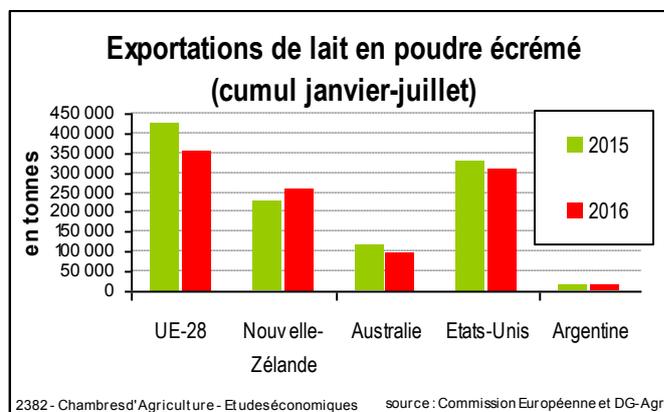
progresser en moyenne de 10 à 15 % au premier trimestre en Irlande, en Belgique et aux Pays-Bas. Enfin, la surproduction est aussi apparente aux Etats-Unis, où les producteurs ont bénéficié d'une demande interne dynamique (plus particulièrement sur le beurre) ainsi que de faibles coûts de production (pétrole et céréales).

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Des échanges mondiaux de produits laitiers contrastés



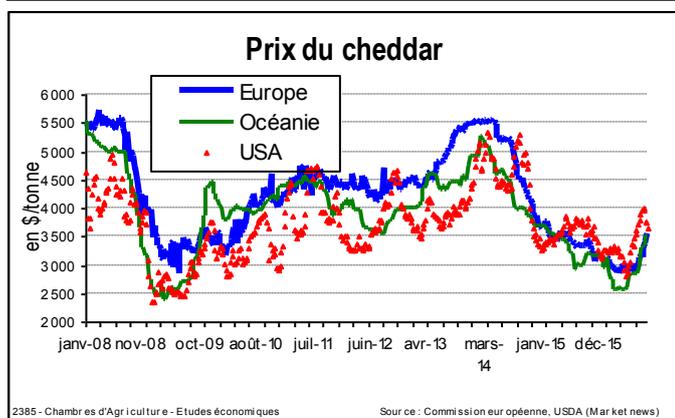
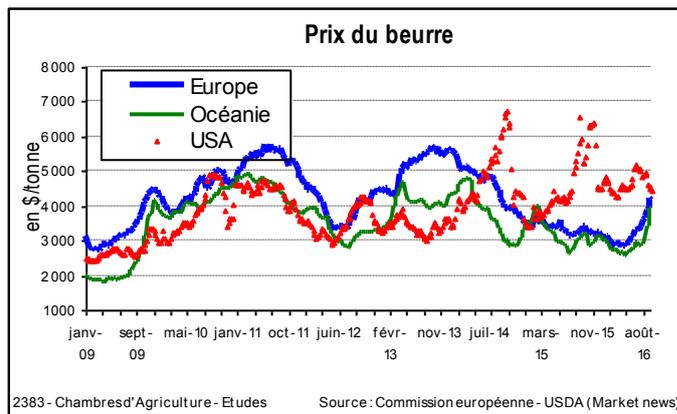
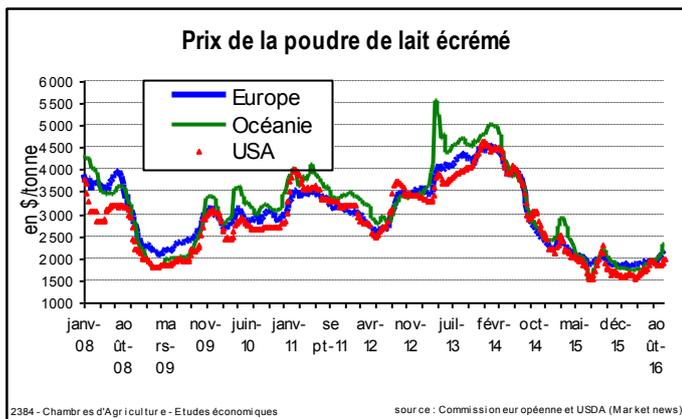
Le surplus de poudre de lait se fait sentir sur les échanges de l'Union-européenne, dont les exportations ont diminué de 17 % entre 2015 et 2016 sur le cumul des six premiers mois. La baisse du prix du pétrole a significativement réduit la capacité d'achats de certains pays importateurs comme l'Algérie et le Venezuela. Toutefois, les exportations de poudres néo-zélandaises connaissent un bond de 13 % grâce au retour aux achats de la Chine, son principal partenaire commercial. Aussi, les exportations de beurre et de fromages sont en nette hausse pour l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande. Depuis l'embargo russe instauré en 2014, les débouchés des opérateurs européens se sont tournés vers le continent asiatique où les besoins sont importants. La politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne a aussi permis de maintenir le taux de change de l'euro profitable aux pays tiers importateurs. La Nouvelle-Zélande a pu conquérir des parts de marché en Russie (dont les importations de beurre et de fromages ont respectivement augmenté de 7 % et de 15 %), au Japon et aux Etats-Unis, où la consommation de beurre est d'ailleurs très dynamique. Ce qui n'est pas étranger à la baisse des exportations de produits laitiers états-uniens, dont le commerce s'est



redirigé vers son marché intérieur pour satisfaire l'appétit des consommateurs américains, puisque les exportations américaines de poudre et de fromages se sont rétractées de 7 % et de 18 %. L'appréciation du dollar sur le marché international des changes pénalise d'autant plus ces exportations.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

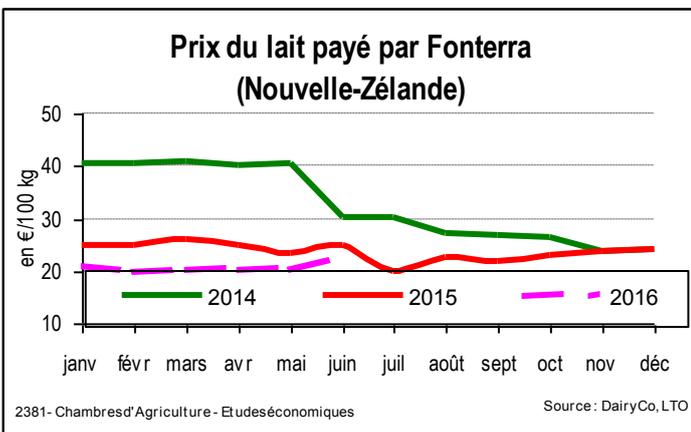
Prix des produits laitiers : le beurre et les fromages redécollent



La forte demande mondiale en matières grasses laitières au détriment du végétal a contribué à relever les prix du beurre et des fromages, plus particulièrement pour l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande. La croissance du prix du beurre aux Etats-Unis se tasse après plusieurs mois à des niveaux très élevés de prix, le développement de la production locale et des importations (+ 39 % vs cumul janvier-juillet 2015) ayant saturé la demande. Cependant, le prix mondial de la poudre de lait a du mal à décoller, notamment du fait des importants stocks européens mis à l'intervention.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

Prix du lait dans le monde : une timide relance



Le prix du lait payé par Fonterra s'est fixé à un niveau structurellement très bas sur les 6 premiers mois de l'année (208 €/tonne en moyenne sur cette période). Cette baisse est imputable au ralentissement des importations chinoises, principal marché du pays à l'exportation et qui a subi un ralentissement économique en début d'année. Mais la baisse de la collecte néo-zélandaise et de certains producteurs européens durant l'été a contribué à tendre l'offre disponible sur le marché. Au même moment, la Chine a relancé ses achats en provenance de ces régions, ce qui a permis aux prix de reprendre des couleurs. Ainsi, l'indice de cotation Global Dairy Trade (la plateforme d'enchères lancée par Fonterra) s'est réévalué en moyenne de 7 points entre début août et fin septembre. Cependant, les stocks européens devraient continuer de peser sur les cotations.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

FRANCE — Produits laitiers

Progression modérée des fabrications hors fromages

Cumulées sur les 7 mois de 2016, les fabrications sont en hausse modérée pour le lait conditionné, le beurre et les poudres de lait. Dans un contexte de ralentissement de la collecte, les fabrications de fromages sont en recul.

La demande chinoise est particulièrement forte sur le marché du lait conditionné. Les cours des produits laitiers sont tous orientés à la hausse depuis 3 mois.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Tableau 2 : Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	Juillet 2016			Cumul année 7 mois	
	Quantités (1000 tonnes)	Évolution M/ M-1 (%)	Évolution mois N / N - 1 (%)	Quantités (1000 tonnes)	Évolution annuelle (%)
Lait conditionné	254 003	2,4%	-0,2%	1 998 897	1,9%
Beurre	31 782	-10,6%	-3,0%	274 746	2,0%
Poudres de Lait	45 631	-1,3%	-4,6%	361 819	1,5%
Fromages frais	133 303	-8,1%	-6,7%	1 014 846	-2,4%

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

FOCUS : Lait de vache Bio—Un regain d'intérêt pour la filière

Une croissance record

La France connaît une vague de conversions en bio en 2015 qui se poursuit en 2016. Les derniers chiffres de l'Agence Bio indiquent une augmentation de 10,4% de producteurs en bio ou en conversion au 30/06/16 par rapport au 31/12/2015. Cette progression historique touche en particulier en 2016 la filière lait. En juillet 2016, 562 nouvelles exploitations ont entamé leur période de conversion soit près de 25% d'élevages laitiers en plus.

La période de conversion varie entre 18 mois et 2 ans suivant les choix techniques pendant cette période l'agriculteur suit le cahier des charges européen sans valoriser son lait en bio. Ainsi, l'impact des conversions de ces derniers mois s'observera sur 2017 et 2018. En 2015 la collecte nationale de lait bio avec 571 millions de litres représentait 2,3% de la collecte totale. La collecte de lait bio au 1er semestre 2016 de 347 millions de litres est en augmentation de 5,1% par rapport à 2015 (France Agrimer). L'Agence Bio annonce +30% de collecte en lait bio en 2017-2018 sur la base de projections réalisées avec l'interprofession.

Du côté européen en 2016 la collecte de lait bio continue de progresser. L'Allemagne reste en 2016 au premier rang des volumes collectés et la France au second.

Les raisons du succès

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette accélération de l'intérêt pour le mode de production biologique. Retenons en deux principaux : la crise mondiale touchant la filière laitière et l'évolution du mode de consommation des ménages. Pour la consommation selon le baromètre Agence Bio/CSA, en 2015, 89% des français ont déclaré avoir consommé bio au moins occasionnellement et 65% au moins une fois par mois (49% en 2014). Pour les produits laitiers bio, les ventes continuent de progresser à l'exception du fromage alors que tous les segments de vente conventionnels reculent (IRI-CNIEL).

Les conversions sont majoritairement tirées par les entreprises de l'aval qui définissent leur besoin de collecte et de transformation. L'année 2015 a été marquée par l'annonce de l'investissement substantiel de la coopérative Sodiaal. La coopérative a annoncé une augmentation de sa collecte de 100 millions de litres pour atteindre 150 millions d'ici 2020 pour l'export (poudre de lait infantile) et pour la consommation intérieure.

Pour les producteurs, la crise laitière en conventionnel est un élément facilitant la prise de décision du passage au mode de production biologique.

Quels défis pour la filière ?

La filière lait bio a connu une période de crise en 2002 avec une augmentation brutale de 27% de la collecte qui n'a pu être absorbée par la consommation. Cela a eu plusieurs conséquences: la baisse des prix, le déclassement du lait bio en conventionnel variant de 37% en 2003 jusqu'à 49% en 2004 (Agreste-Office de l'élevage) et le ralentissement des conversions entre 2002-2006.

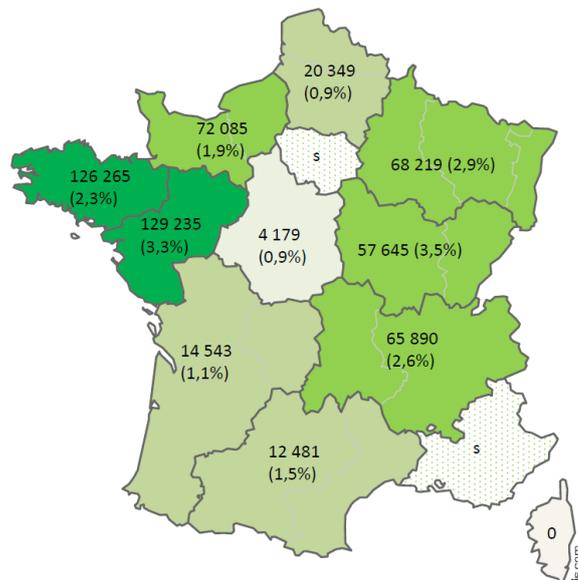
Forts de cette expérience, les opérateurs s'organisent pour permettre d'absorber les volumes à venir, limiter le risque d'une offre supérieure à la demande et réduire son impact potentiel sur les prix. Plusieurs solutions peuvent être envisagées comme le maintien du rythme de croissance de la consommation interne de produits laitiers bio voire son accélération, l'accroissement des exportations, le développement de la transformation, notamment en fromages qui a un ratio produit brut/produit transformé important.

L'équilibre financier des exploitations est indispensable au développement de la filière. Des facteurs conjoncturels appellent à la vigilance. L'année climatique 2016 risque de peser lourd sur la trésorerie des agriculteurs en particulier ceux en conversion qui doivent s'approvisionner en fourrages bio sans vendre au prix du bio. Un autre point critique concerne les aides bio qui en plus du retard des versements des aides à la conversion (et au maintien) viennent à manquer dans certaines régions avec une interrogation sur la dispo-

nibilité de l'enveloppe budgétaire dès 2017.

L'avenir de la filière est donc encore à écrire ces prochaines années et qui nécessite le dialogue entre tous les acteurs de la filière qui ont 1 à 2 ans devant eux pour gérer l'augmentation prévue de la collecte.

Contact : Elodie Betencourt (APCA)



Collecte en milliers de litres en 2015
(%) part de la collecte de lait bio/total collecte lait
Source : Agreste, Enquête annuelle laitière

Plan de réduction de la production laitière

Le 18 juillet 2016, le Commissaire Hogan a annoncé la mise en place d'une enveloppe de 500 millions d'euros destinée en priorité au secteur de l'élevage :

- une aide à la réduction de la production laitière, financée par une enveloppe de 150 millions d'euros ;
- des mesures d'aide pour les élevages à mettre en œuvre par les Etats-membres sur financement européen : 350 millions d'euros dont 49,9 millions d'euros pour la France.

En France, ce plan se déclinera de la manière suivante :

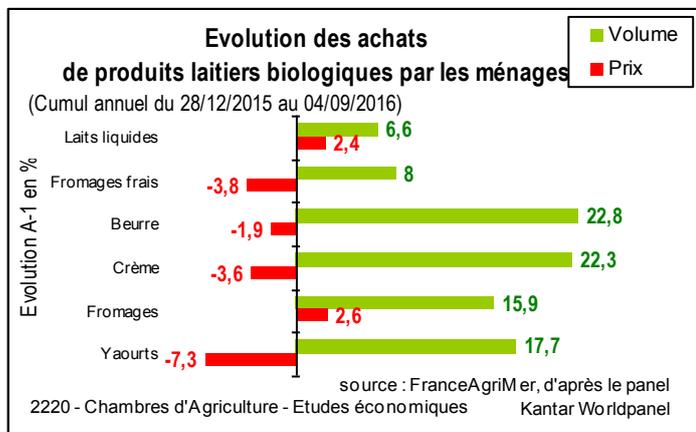
- un objectif de réduction de 5 % de la production laitière sur les trois derniers mois de 2016 ;
- une indemnisation de 140 €/tonne de lait non produite sera versée aux éleveurs qui entreront dans le dispositif dans la limite de 50 % de leur référence et des crédits disponibles ;
- un bonus de 100 €/tonne de lait non produite versée sur crédits nationaux pour les 5 premiers pourcents de baisse.

Il s'agit avant tout d'une aide conjoncturelle qui vise à éviter la décapitalisation.

A l'heure actuelle, l'enveloppe européenne d'aide à la production laitière a été quasi-intégralement consommée. Sur un million de tonnes éligibles à la réduction de la production laitière pour la première période de dépôt des demandes, seules 12.000 tonnes resteront ouvertes aux agriculteurs pour la deuxième période de dépôt de dossiers. Pour la première période, les Allemands ont consommé 26,7 % de l'enveloppe totale, les Français 16,9 %. En moyenne, les agriculteurs inscrits dans ce dispositif ont choisi de réduire leur production de 29 tonnes par exploitation en Allemagne contre 14 pour la France.

Contact : Laetitia Vernières (APCA)

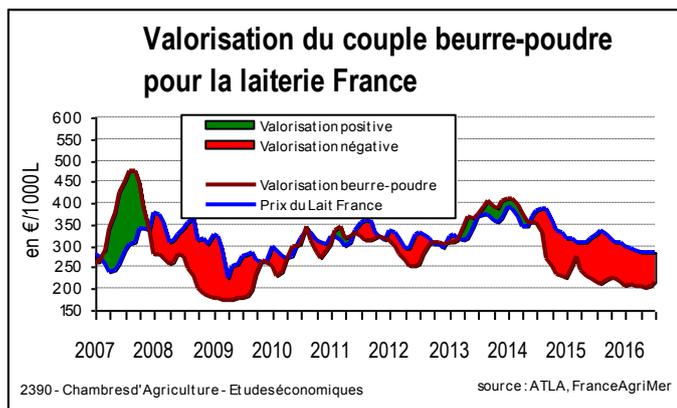
La consommation de produits laitiers biologiques en France se renforce



La crise du secteur laitier a contribué à accélérer les conversions des éleveurs en bio, à la fois pour retrouver une rentabilité dans leur activité et pour répondre à une demande toujours plus importante en produits laitiers bio. Ainsi, 9 français sur 10 (89 %) consomment Bio en 2016. Entre fin 2015 et septembre 2016, les volumes d'achats par les ménages de beurre, de crème, de fromages et de yaourts progressent considérablement (respectivement de 23 %, 22 %, 16 % et 18 %). L'afflux d'offre et la plus grande accessibilité de ces produits, à travers la démultiplication des circuits de distribution, entraînent progressivement les prix à la baisse, en particulier pour les yaourts dont les prix ont diminué de 7 % en moyenne.

Contact : Chantal ROVELLI (APCA)

Valorisation beurre-poudre négative

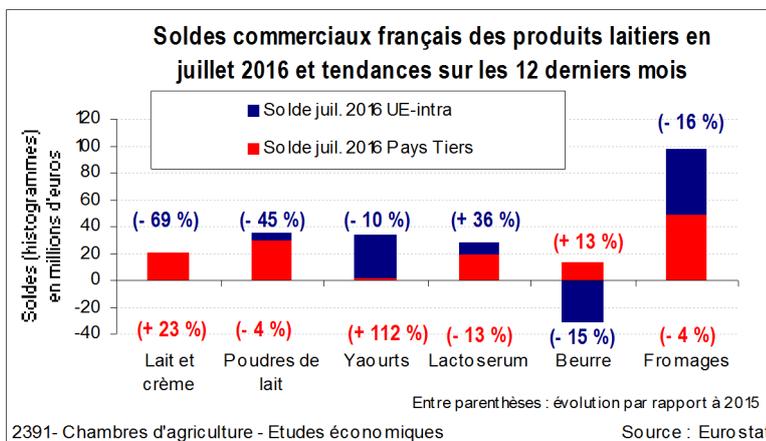


La valorisation beurre-poudre reste inférieure au prix du lait* depuis plus de deux ans, toujours influencée par un prix du lait très bas malgré une légère remontée des prix entre août et septembre. Le niveau de valorisation est proche de celui de 2009, année marquée par une crise conjoncturelle.

*prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP).

Commerce extérieur : peu d'améliorations notoires sur les échanges de produits laitiers

Le lait et les crèmes, les yaourts ainsi que le beurre, profitent d'une bonne orientation des exportations vers les pays tiers pour dégager un solde commercial en hausse au mois de juillet et sur l'année. La demande mondiale de beurre est en effet suffisamment dynamique, notamment aux Etats-Unis, pour enclencher un redressement des exportations et, par voie de conséquence, un regain de prix. Pour le beurre, le solde se redresse de +13 %, celui sur le lait et crèmes de +23 % sur les pays tiers. Les yaourts dégagent une embellie relative sur les pays tiers, comparativement à juillet 2015. Les fromages sont encore à la peine, sans doute entravés par la poursuite de l'embargo russe. Sur l'Union européenne, les progressions sont rares. Il faut dire que la concurrence intra-européenne est intense. Seul le lactosérum affiche un solde en hausse de +36 %. Le recul de 16 % du solde enregistré sur les fromages reste préoccupant.



Contact : Thierry POUCH (APCA)

ANNEXE - Tableau régional

	VOLUMES		PRIX			CHEPTTEL	
	Rappel des livraisons 2015/2016 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2016 à juillet 2016 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en juillet 2016 (€/1000l)	Evo. du prix du lait juillet 2016 / juillet 2015 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er juin 2015 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	23 457 589	9,5	287,8	287,5	-13,5	398	0,0%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	12 901 275	5,2	271,8	267,6	-12,6	240	-2,7%
Auvergne-Rhône-Alpes	26 052 865	10,5	308,2	316,5	-5,9	578	-0,6%
Bourgogne-Franche-Comté	16 154 508	6,5	385,1	399,9	-1,8	326	0,4%
Bretagne	54 277 321	21,9	269,2	271,3	-12,3	855	-0,2%
Centre-Val De Loire	4 634 392	1,9	288,2	286,3	-14,2	73	-1,0%
Corse						0	0,0%
Ile-De-France	417 400	0,2	313,9	313,3	-9,3	7	-2,7%
Languedoc-Roussillon-Midi	8 379 233	3,4	272,6	267,7	-15,2	170	-2,2%
Nord-Pas-De-Calais-Picardie	23 567 250	9,5	270,9	270,3	-12,8	371	0,4%
Normandie	37 748 356	15,2	275,7	278,2	-14,9	706	0,0%
Pays De La Loire	39 493 286	16,0	275,5	274,0	-14,0	606	-0,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	216 935	0,1	264,0	265,8		11	-0,9%
D.O.M.						5	2,1%
FRANCE	247 559 908	100	290	293,6	-9,7	4 345	-0,4%

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Élevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. ** y compris Limousin pour les prix.

Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache